



L'alliance trouble de l'agro-industrie et de la grande finance est tout sauf « verte »

Par [Grain](#)

Mondialisation.ca, 28 septembre 2021

grain.org 24 septembre 2021

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Transnationales](#)

En matière de gros pollueurs, peu d'entreprises du secteur de l'agro-industrie peuvent rivaliser avec les géants de la culture du soja au Brésil. Au nombre de leurs crimes contre l'environnement figurent les accaparements de terres, la pollution par les pesticides et la destruction de millions d'hectares de forêts riches en biodiversité.[1] Pourtant, les barons brésiliens du soja n'ont jamais agi seuls. Depuis le moment où ils ont commencé à raser l'Amazonie et le Cerrado dans les années 1980, ils ont reçu d'importants financements des fonds de pension étrangers, des banques et la plupart des autres capitaines de la finance mondiale.

Les entreprises brésiliennes de culture du soja continuent de dépendre de cet argent étranger pour faire tourner leurs tronçonneuses, mais il devient plus difficile de l'obtenir. Le secteur brésilien du soja fait l'objet d'une surveillance internationale croissante, et les sociétés financières étrangères doivent se soucier de leur réputation. Les entreprises brésiliennes de soja et leurs bailleurs de fonds recherchent donc une solution – une solution qui leur permettrait de maintenir les flux de capitaux et de soja, tout en se lavant les mains de la destruction environnementale et sociale qu'ils génèrent. C'est là qu'intervient le nouveau monde de la finance verte, qui prétend soutenir des investissements sur la base de critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG).



Déforestation, État du Rondônia, Brésil, 5 août 2016. Crédit photo : Planet Labs - [Wikimedia Commons](#)

En janvier dernier, Amaggi, la société peut-être la plus associée au boom du soja au Brésil, a lancé une obligation verte de 750 millions de dollars sur les marchés internationaux afin de lever des fonds pour son achat de soja certifié et de projets énergétiques alternatifs.[2] Amaggi appartient à Blairo Maggi, le célèbre « roi du soja » du Brésil et lauréat du Golden Chainsaw Award (« Premier prix de la tronçonneuse »). Pendant son mandat de gouverneur de l'État brésilien du Mato Grosso et de ministre fédéral de l'Agriculture, B. Maggi a supervisé et encouragé une énorme expansion de la production de soja dans le Cerrado, une région riche en biodiversité. B. Maggi a prononcé ces mots célèbres au New York Times : « Pour moi, une augmentation de 40 % de la déforestation ne veut rien dire du tout, et je ne ressens pas la moindre culpabilité pour ce que nous faisons ici. »[3]



AMA

GGI. Photo : World Kings

Juste avant l'obligation verte d'Amaggi, le plus grand producteur de soja du Brésil, SLC Agrícola, a émis sa propre obligation verte de 95 millions de dollars pour ce qu'il appelle « l'agriculture régénérative ». Les exploitations de SLC couvrent 460 000 hectares de terres, principalement dans le Cerrado, où l'entreprise a déboisé au moins 30 000 hectares de végétation indigène et où elle a été condamnée à plusieurs amendes par l'agence fédérale de l'environnement du Brésil pour ses activités.^[4] La société a déclaré qu'elle avait l'intention d'utiliser le produit de l'émission de son obligation verte pour acheter de nouveaux tracteurs économes en carburant, des « engrais verts » et diverses technologies numériques pour réduire son empreinte carbone.^[5] Malgré les antécédents douteux de la société, les acheteurs d'obligations devront faire confiance à SLC pour calculer ses réductions d'émissions et à une société privée engagée par SLC pour les certifier.^[6] C'est un peu comme si Shell Oil émettait une « obligation verte » pour acheter des voiles pour ses pétroliers.

ENCADRÉ. Les obligations vertes, c'est quoi ?

Les obligations sont similaires à des emprunts. Elles sont utilisées par les entreprises ou les gouvernements pour lever des fonds pour leurs activités. Une entreprise utilise une obligation pour lever une somme définie auprès d'investisseurs financiers. L'obligation précise le montant à réunir, quand l'argent doit être remboursé et les intérêts que l'entreprise doit payer aux détenteurs de l'obligation. Normalement, les entreprises utilisent des obligations pour lever des fonds, car elles peuvent rembourser les fonds sur une période plus longue et à un taux d'intérêt plus bas qu'avec un prêt bancaire.

Les émissions d'obligations vertes sont censées permettre le financement d'activités présentant des avantages environnementaux, telles que la régénération et la conservation des forêts, l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables, la séquestration et le stockage des émissions de gaz à effet de serre, la gestion durable des déchets ou la conservation des

ressources en eau. Lorsqu'une entreprise émet une obligation verte, elle doit faire appel à une société spécialisée pour certifier que les activités financées par l'obligation répondent aux normes du marché international des obligations vertes et que les fonds recueillis sont utilisés uniquement pour les activités déclarées. Si une entreprise ne se conforme pas à ces normes, l'obligation cesse d'être une obligation verte et devient simplement une obligation traditionnelle, ce qui peut générer une augmentation des taux d'intérêt en faveur du détenteur de l'obligation.

Les obligations vertes font partie d'une catégorie plus large d'obligations appelées obligations thématiques. Tandis que les obligations vertes financent des projets environnementaux, les obligations sociales financent des initiatives à bénéfices sociaux dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'égalité des sexes, du logement, etc. Les obligations durables, quant à elles, financent des projets offrant une combinaison d'avantages environnementaux et sociaux. Depuis peu, les émetteurs qui n'ont pas de projet en cours à soutenir, mais qui se sont engagés par rapport à un futur objectif de développement durable volontaire, peuvent également émettre des obligations de transition ou liées au développement durable (SLB), qui ne nécessitent pas que les fonds soient liés à un projet précis, ouvrant ainsi un peu plus la voie à des pratiques de greenwashing.

Grande finance, gros greenwashing

Les entreprises de soja au Brésil ne sont pas les seules coupables.[7] Partout dans le monde, les acteurs les plus célèbres de l'expansion de l'agriculture industrielle se tournent vers la « finance verte » pour lever des fonds. Parmi eux figurent des sociétés de plantation de palmiers à huile, des géants de la pisciculture, des papetiers, des géants de la viande et des produits laitiers, des producteurs de pesticides et des négociants en matières premières (voir tableau 1). L'agro-industrie est l'un des secteurs qui connaissent la croissance la plus rapide sur le marché mondial des instruments de financement dits thématiques - verts, sociaux ou durables. La valeur totale des obligations vertes dédiées à l'agriculture et au foncier, par exemple, a bondi de 59 % entre 2019 et 2020. [8]

Bien que le marché de la « finance verte » soit encore relativement restreint - il ne représente que 1 700 milliards de dollars sur un total d'actifs financiers mondiaux de 118 000 milliards de dollars - il se développe rapidement (voir graphique 1). La [demande pour les récentes « obligations sociales » de l'Union européenne, d'un montant de 20 milliards d'euros, a été 14 fois](#) supérieure à l'offre, ce qui signifie que l'UE aurait pu lever 233 milliards d'euros, ce qui en aurait fait la plus grosse vente de titres de la dette publique de l'histoire du bloc européen. Dans les pays dits émergents, la Banque mondiale estime que le marché des obligations vertes atteindra 100 milliards de dollars d'ici trois ans et 10 000 milliards de dollars d'ici 2030.[9] Une grande partie de cette somme est en voie d'être consacrée à l'agro-industrie.

Cette forte hausse de la demande de « financement vert » émane en grande partie des grands investisseurs institutionnels et notamment des fonds de pension.[10] Ils sont, pour une part, légitimement soucieux de ne pas investir dans des industries polluantes qui sont en contradiction avec les engagements internationaux et nationaux de réduction des gaz à effet de serre ou de protection de la biodiversité. Mais, plus fondamentalement, leur intérêt pour la finance verte vise à savoir comment celle-ci peut être utilisée pour maintenir leur contrôle sur l'offre monétaire.

Modifier les politiques publiques pour maximiser les profits des entreprises

La grande finance s'inquiète du soutien croissant à la réglementation de ses investissements, ainsi qu'au contrôle public du financement et de la mise en œuvre des infrastructures et des services sociaux nécessaires pour faire face aux multiples crises actuelles, qu'il s'agisse du changement climatique ou de la Covid-19. La finance verte offre aux sociétés financières un moyen de montrer qu'elles peuvent être dignes de confiance pour superviser et réaliser des investissements « verts » et « socialement responsables », et qu'il n'est pas nécessaire d'adopter des lois ou des réglementations qui pénalisent et limitent leurs prêts aux entreprises polluantes. Elle leur permet également de s'assurer qu'elles ne seront pas évincées des programmes publics. La finance verte leur permet de garder le contrôle sur les flux de financement, de sorte qu'elles peuvent continuer à soutirer des milliards de dollars en honoraires et autres charges.



Le PDG de Syngenta, J. Erik Fyrwald, et Sally Jewel (membre du conseil d'administration mondial de TNC et également membre du conseil d'administration de COSTCO Wholesale) discutent d'une collaboration pour une agriculture plus durable lors du Bloomberg Sustainable Business Summit. Photo : Syngenta

Mais les grandes sociétés financières veulent que le public assume les risques de leurs initiatives. La finance verte a beau être promue par des sociétés financières privées, elle dépend fortement des gouvernements. Seuls les gouvernements peuvent créer la demande en mettant en œuvre des lois et des politiques qui obligent les entreprises à faire des investissements « verts », souvent sous la forme de taxes carbone qui sont répercutées sur les consommateurs et qui pénalisent de manière disproportionnée les plus pauvres. Les gouvernements génèrent également une demande par le biais de partenariats public-privé (PPP) dans les infrastructures, les services sociaux et d'autres projets. Les sociétés financières adorent les PPP parce que leurs retours sur investissements sont garantis ou parce que les gouvernements leur permettent de réduire le risque.[11] Pour le public, cependant, les PPP se traduisent par le fait que les services publics essentiels et les infrastructures finissent par être organisés pour répondre aux exigences de profit des sociétés financières, plutôt qu'aux divers besoins fondamentaux de la population.

En ce qui concerne la composante « fondée sur la nature » de la finance verte, en rapide évolution, les gouvernements sont nécessaires pour la marchandisation ou la privatisation des terres et des ressources naturelles que les entreprises peuvent utiliser pour vendre des

crédits carbone et des projets « verts » afin d'accéder à la finance verte. L'attrait de la finance verte a déjà incité certains gouvernements qui supervisent les principales zones d'expansion de l'agro-industrie à mettre en œuvre des réformes foncières et environnementales qui facilitent la transformation des terres et des « services environnementaux » en actifs financiers.[12] C'est le cas en Colombie où un programme national appelé « Zones d'investissement pour le développement rural, économique et social » (ZIDRE) vise à attribuer 7 millions d'hectares de terres agricoles à des entreprises agro-industrielles.

Le gouvernement brésilien a récemment introduit une législation qui, simultanément, privatise de vastes étendues de terres publiques et permet à l'agro-industrie d'émettre des obligations sur les marchés financiers en utilisant des terres rurales comme garantie. Les obligations peuvent être émises en devises étrangères et peuvent être achetées par des sociétés ou des particuliers étrangers. Avec la création de fonds d'investissement spécifiques aux filières agro-industrielles (appelées Fiagro), les investisseurs étrangers peuvent acheter ces obligations agro-industrielles – qui peuvent avoir des terres ou services environnementaux comme « ballast » – et ont la possibilité d'échapper aux restrictions sur la propriété étrangère des terres agricoles brésiliennes.[13] Un système similaire a été mis en place en Argentine lors de sa crise de la dette dans les années 2000, avec de profondes répercussions. Aujourd'hui, 208 fonds d'investissement détiennent 235 000 hectares de terres agricoles en Argentine via l'émission de 800 millions de dollars d'obligations agro-industrielles.[14]

Au-delà de la réduction des risques, une grande partie du « financement » réel de la finance verte repose également directement sur le secteur public, et non sur le privé. Jusqu'à présent, la grande majorité des obligations vertes ont été émises par des banques publiques et des entités soutenues par le gouvernement, comme la Société du Grand Paris, qui est responsable du réseau de transports publics de Paris, et des banques de développement comme la Banque mondiale ou la KfW allemande. [15] Les gouvernements eux-mêmes émettent de plus en plus d'obligations vertes. La valeur de ces obligations vertes souveraines a augmenté de 37 % en 2020, la plupart des fonds étant destinés à financer des infrastructures de transport. En octobre 2020, la Commission européenne a annoncé qu'elle émettrait 225 milliards d'euros sur ses 750 milliards d'euros de dette liée au plan de relance (respectivement 265,87 milliards de dollars et 886,23 milliards de dollars) sous forme d'obligations vertes, soit plus que la valeur totale de toutes les obligations vertes émises dans le monde en 2019. [16] On observe également une augmentation exponentielle des obligations dites « sociales » émises par les banques multilatérales et les gouvernements des pays en développement pour financer les mesures Covid-19 (appelées « obligations pandémiques »).[17] Les obligations souveraines durables, qui ont à la fois des aspects « verts » et « sociaux », ont connu une hausse de plus de 1000 % en 2020.

ENCADRÉ. Échanges dette-nature

Dans son nouveau dispositif de relance économique verte, l'Union européenne envisage d'augmenter les taxes sur les importations à fort impact environnemental. Il s'agit d'imposer des barrières non tarifaires aux matières premières dont les émissions n'ont pas été « neutralisées » dans leur pays d'origine. Cela accélérerait la demande de « solutions » agro-industrielles par les principaux pays producteurs de matières premières agricoles pour accéder aux marchés et à la finance verte.

En revanche, les pays et marchés émergents, en proie à une grave crise économique et à une augmentation spectaculaire de leur taux d'endettement, ne disposent pas des fonds pour financer cette dynamique verte dans leurs économies ou pour payer des taxes supplémentaires sur la pollution. Les obligations souveraines vertes liées aux objectifs de biodiversité et d'émissions de carbone prennent actuellement de l'importance dans les négociations sur la dette de ces pays. La Banque mondiale et le FMI entendent apporter une proposition concrète au Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires (23 septembre 2021) pour l'émission d'obligations souveraines vertes afin de mobiliser des ressources à un moment de forte demande d'actifs environnementaux de la part des investisseurs. Lors de ce prochain Sommet, par l'intermédiaire du Conseil agricole du Sud (CAS), l'Argentine, le Brésil, le Chili, le Paraguay et l'Uruguay entendent également adopter une position commune sur les services environnementaux fournis par les systèmes agricoles et agroforestiers d'Amérique latine et des Caraïbes, qui abritent la moitié des forêts et de la biodiversité mondiales.

Pour y parvenir, ces pays s'emploient à définir la valeur et les règles de mise en place des marchés de crédits carbone, mais aussi d'autres services écosystémiques tels que la régulation de l'eau et le maintien de la biodiversité. [18]

Les échanges dette-nature consistent à diminuer le coût du service de la dette des pays qui atteignent les objectifs de développement durable de l'agenda 2030, soit en payant moins d'intérêts, soit avec des crédits carbone ou des crédits biodiversité. Selon la Climate Bond Initiative, les émissions d'obligations souveraines thématiques ont grimpé en flèche, atteignant 97,7 milliards de dollars fin 2020, avec 22 pays émetteurs.

Même l'achat d'obligations vertes pourrait sans doute être qualifié de public. Les plus gros acheteurs d'obligations vertes sont, outre les banques de développement, des investisseurs institutionnels tels que les fonds de pension et les gestionnaires d'actifs comme BlackRock. La plupart des fonds qu'ils gèrent sont constitués de l'épargne-retraite des travailleurs, qui représente aujourd'hui plus de 50 000 milliards de dollars. Il s'agit fondamentalement de l'argent des citoyens, à partir duquel les sociétés financières font fortune en prélevant des commissions.

En 2018, la Société financière internationale (SFI) de la Banque mondiale et le plus grand gestionnaire de fonds d'investissement d'Europe, Amundi, ont lancé un fonds de 2 milliards de dollars pour investir dans les obligations vertes des marchés émergents. Jusqu'à présent, les acheteurs ont été presque en totalité des banques de développement comme la SFI, le français Proparco, la Banque européenne d'investissement et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, ainsi que des fonds de pension publics, comme le régime de retraite complémentaire de la fonction publique française (ERAFP) et les fonds de pension suédois Alecta, AP3 et AP4.[19]

Dans une moindre mesure, les entreprises commencent à émettre leurs propres obligations thématiques, mais avec des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance plus flexibles. Parmi les principales obligations vertes émises par des multinationales au cours des deux dernières années figurent celles des géants pharmaceutiques Pfizer (1,3 milliard de dollars) et Novartis (5,8 milliards de dollars), une obligation d'Alphabet (la société holding de Google) et une obligation de [1 milliard de dollars d'Amazon](#) visant à financer des projets génériques qui « font avancer l'Homme et la planète ».[20] En 2021, [Kellogg's est devenue la première société d'aliments transformés](#) à émettre une obligation durable (363 millions de dollars) pour « répondre aux enjeux interdépendants du bien-être, de la lutte contre la

faim et de la résilience climatique, notamment pour des projets d'où provient la matière première de votre entreprise, l'utilisation des terres et les ressources naturelles, comme la gestion de l'eau. »[21]

La question clé est de savoir ce qui fait réellement qu'un investissement est « vert » ? Une entreprise polluante comme Amaggi ou Shell peut lever des fonds verts pour certains segments de ses activités dans lesquels elle peut mettre en place des énergies alternatives, tout en continuant à appliquer des pratiques commerciales globales qui contribuent massivement à la crise climatique et à d'autres catastrophes environnementales. De plus, les contrôleurs de ce système fragile ne sont pas des acteurs neutres, mais sont en grande partie des entreprises privées basées en Europe, comme Sustainalytics, qui ont besoin des obligations vertes pour se maintenir à flot.[22]

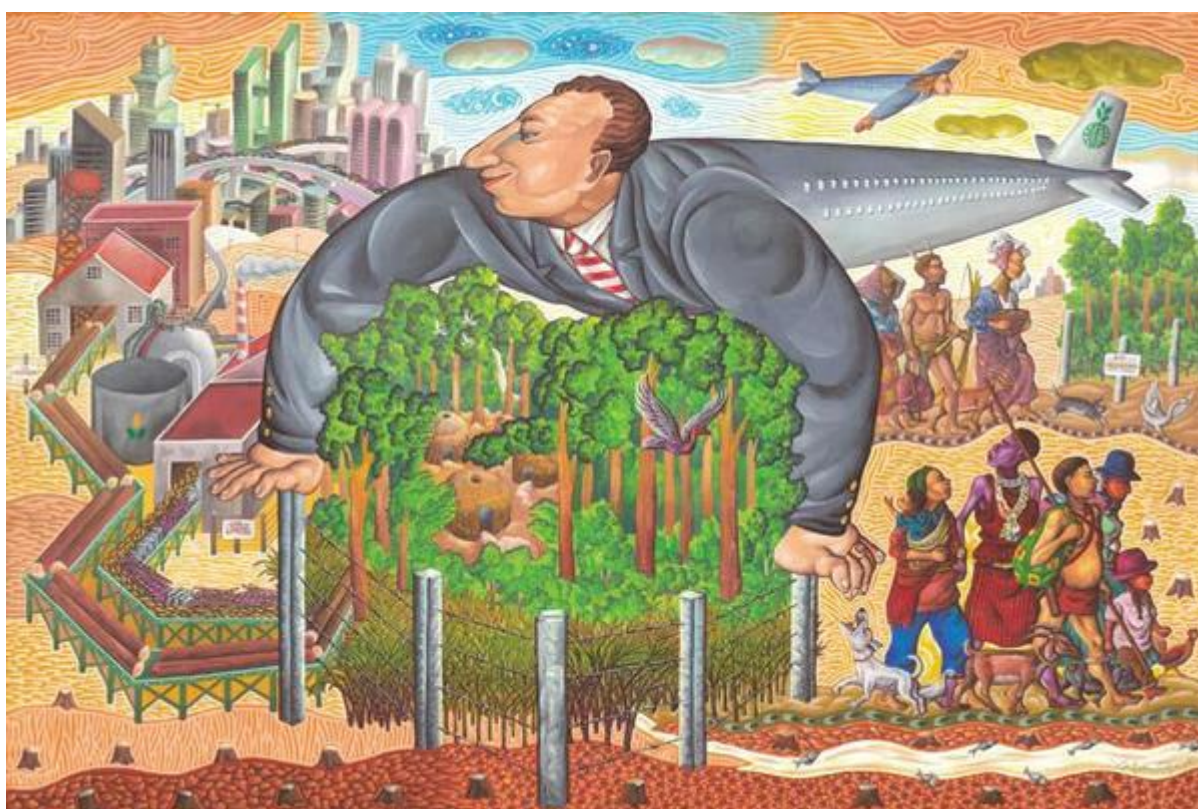


Illustration de Boy Dominguez<

L'un des instruments de la finance verte qui connaît la croissance la plus rapide, les prêts bancaires et obligations « liés au développement durable » (sustainability-linked bonds - SLB), pousse ces faiblesses à l'extrême. Ces obligations et prêts sont émis sans préciser à quels projets est destiné le produit des obligations ni quels en seront les avantages sociaux et environnementaux. L'entreprise émettrice est libre d'affecter le produit à n'importe quelle activité en promettant simplement de changer de comportement et d'atteindre des objectifs volontaires à une date ultérieure. En général, si l'émetteur n'atteint pas un objectif de durabilité, il doit rembourser sa créance à un taux plus élevé, ce qui signifie que les investisseurs sont en fait gagnants lorsqu'une entreprise ne parvient pas à réduire les dommages écologiques ou sociaux causés par ses activités.

Les ventes d'obligations liées au développement durable sont passées de 5 milliards de dollars en 2019 à 19 milliards de dollars en avril 2021 et ont attiré de gros pollueurs comme la société énergétique italienne Enel, qui a émis une SLB de 4 milliards de dollars, et des

gestionnaires de fonds de pension comme le néerlandais APG, l'un des plus gros acheteurs de la SLB d'Enel.[23] APG reconnaît qu'en raison de leur flexibilité, les SLB sont de potentiels instruments de greenwashing, mais cela ne l'a pas empêché de dépenser 886,23 millions de dollars pour une SLB émise par la chaîne de supermarchés britannique Tesco dans le cadre de son engagement à réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 60 % d'ici 2025. [24]

La Banque centrale européenne a également inclus les SLB dans son programme d'achat d'actifs.[25] Ceci est important, car, étant donné la taille de ses offres d'obligations vertes, l'UE deviendra probablement l'organisme de référence pour la « taxonomie » de la finance verte (c'est-à-dire ce qui est et ce qui n'est pas considéré comme « vert »). Au-delà des problèmes posés par son approbation des SLB, l'UE s'apprête également à inclure le gaz naturel et d'autres activités liées aux énergies polluantes dans le champ d'application de son programme de financement vert, en raison du lobbying intense exercé par les entreprises et par plusieurs États membres. Pendant ce temps, comme le fait remarquer l'économiste Daniela Gabor, « les engagements européens à développer en parallèle un système qui travaille à pénaliser les prêts polluants se sont évaporés ».[26]

Même avec tout ce greenwashing, les entreprises ne réalisent pas suffisamment d'activités « vertes » pour absorber l'argent que la grande finance met sur la table. Le « vert » doit donc être inventé et l'agro-industrie est bien placée pour fournir les terres et les ressources naturelles qui peuvent servir de garantie.

L'agro-industrie à la rescousse

Le système alimentaire est responsable de plus d'un tiers du total des émissions mondiales de gaz à effet de serre, et l'agriculture représente la plus grande part des émissions dans ce secteur. L'agriculture est également l'une des principales causes de déforestation et de dégradation des terres, deux phénomènes qui ont des répercussions majeures sur le climat. Cela signifie que l'agriculture joue un rôle essentiel dans la réduction des émissions et pourrait contribuer à éliminer le CO₂ de l'atmosphère en le restituant au sol. Pour les agro-industriels, cela représente donc une énorme opportunité d'accéder à des financements verts pour des activités qui, selon eux, réduiront leurs émissions, et d'être payés au moyen de crédits carbone pour éviter la déforestation ou régénérer les sols dans leurs exploitations ou chez leurs fournisseurs.



Samunnati Photo : Inc42 media

Pour y parvenir, les entreprises agro-industrielles travaillent activement avec des entreprises d'autres secteurs et d'autres espaces dominés par les entreprises, comme la Food and Land Use Coalition, le Forum économique mondial et le Sommet sur les systèmes alimentaires, pour faire pression en faveur de ce que l'on appelle les « solutions fondées sur la nature », en mettant l'accent sur l'utilisation des terres et le secteur agricole.[27] Ces « solutions fondées sur la nature » sont censées compenser les émissions de gaz à effet de serre des entreprises en plantant des arbres, en protégeant les forêts ou en modifiant les pratiques agricoles industrielles pour stocker le carbone dans les plantes et le sol. Cette année, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et The Natural Conservancy ont [publié trois rapports](#) sur « les solutions fondées sur la nature dans l'agriculture » qui soutiennent que « les pratiques d'agriculture régénérative » peuvent à la fois réduire les émissions de gaz à effet de serre de l'agriculture jusqu'à un niveau zéro (net) et fournir un moyen peu coûteux pour les autres secteurs de compenser leurs émissions conformément aux objectifs mondiaux de réduction des émissions à l'horizon 2030.[28]

Les solutions fondées sur la nature ont fait l'objet de nombreuses critiques parce qu'elles détournent l'attention des véritables réductions d'émissions qui doivent être réalisées et les retardent, et parce qu'elles passent par un accaparement massif des terres et des forêts des peuples autochtones et des paysans.[29] Malgré cela, l'intérêt des entreprises pour les solutions fondées sur la nature, l'agriculture régénérative et d'autres formes de crédits et de compensations carbone provenant de l'agriculture ne cesse de croître. Le géant suisse de l'alimentation Nestlé a fait des projets « d'agriculture régénérative » un élément central de son plan zéro net, avec l'espoir qu'il permettra à l'entreprise de compenser 13 millions de tonnes de ses émissions de gaz à effet de serre par an d'ici 2030, un chiffre approximativement égal à celui des émissions annuelles totales de gaz à effet de serre d'un petit pays comme la Lettonie.[30] En août 2021, le conglomérat japonais Mitsubishi a pris une participation de 40 % dans Australian Integrated Carbon, qui travaille avec des agriculteurs australiens à l'adoption de pratiques agricoles qui permettent de fixer le carbone dans les sols pour ensuite vendre des crédits carbone à des entreprises polluantes comme Mitsubishi qui souhaitent compenser leurs émissions de combustibles fossiles.[31] De même, le géant des semences et de la chimie Bayer s'est lancé dans la

commercialisation de crédits carbone au Brésil et en Argentine dans le cadre d'un projet appelé PRO Carbono.[32]

Pour les entreprises agro-industrielles, l'enjeu financier potentiel est énorme si elles peuvent développer des instruments financiers tels que les obligations vertes, qui leur permettent d'en retirer un bénéfice. La Climate Bonds Initiative, basée au Royaume-Uni, affirme que le secteur agro-industriel brésilien pourrait à lui seul lever au moins 135 milliards de dollars d'ici 2030 grâce à des obligations vertes liées à des pratiques agricoles durables.[33] La Climate Bonds Initiative a certifié sa première obligation verte agro-industrielle brésilienne en 2020 avec une société appelée Rizoma Agro qui se consacre à convertir de grandes exploitations céréalières du Cerrado à des pratiques « régénératives » qui reconstituent le carbone dans les sols.[34]

Bunge et Syngenta ont également reçu des prêts bancaires verts pour des projets dans la zone de biodiversité du Cerrado, en l'occurrence pour étendre des plantations de soja sur des zones de pâturage plutôt que sur des zones boisées[35]. Ces projets « d'agriculture régénérative » produiront du soja certifié « sans déforestation », même si l'on sait que la conversion des pâturages en soja dans le Cerrado a pour effet de déplacer la production bovine vers la forêt amazonienne et causer de nombreux autres dommages environnementaux.[36] Pendant ce temps, en 2019, Marfrig, un important producteur de bœuf brésilien et l'un des pires pollueurs climatiques du secteur agro-industriel, qui a été mis en cause l'année dernière pour avoir acheté du bétail provenant de zones illégalement déboisées en Amazonie, a émis une SLB de 500 millions de dollars pour financer la mise en œuvre d'un système de traçabilité « sans déforestation » pour le bétail qu'il achète dans le biome amazonien ! [37]

Même les sociétés financières qui ont acheté de vastes étendues de terres agricoles au Brésil et dans d'autres parties du monde au cours de la dernière décennie étudient maintenant des moyens de générer des crédits carbone à partir de leurs activités et d'attirer les investissements des fonds de pension et d'autres investisseurs institutionnels en commercialisant les terres agricoles comme des investissements verts.[38] La Caisse de dépôt et placement, un fonds de pension canadien qui est l'un des plus importants acheteurs mondiaux de dette verte et un investisseur majeur dans les terres agricoles du Cerrado au Brésil, a émis sa propre obligation verte d'un milliard de dollars en mai 2021. Elle a l'intention d'utiliser une partie du produit de l'obligation pour acheter plus de terres agricoles.[39]

Les entreprises de l'agriculture numérique ont également tout à gagner de la finance verte. La première série d'instruments de financement vert indique qu'une grande partie des fonds recueillis sera utilisée pour financer l'adoption de technologies numériques dans l'agriculture, en faisant l'hypothèse que celles-ci peuvent permettre des gains d'efficacité et réduire les émissions de gaz à effet de serre. De plus, les projets financés par des crédits carbone et des obligations vertes nécessitent l'adoption de technologies numériques pour le suivi et la certification. C'est le cas d'un projet dans le Cône Sud de l'Amérique latine que Cargill, la plus grande entreprise agro-industrielle au monde, finance grâce à un investissement de 30 millions de dollars dans un Fonds d'innovation foncier.[40] Le projet mesure, suit et fournit un enregistrement numérique continu des émissions dans le sol générées par les producteurs de soja qui fournissent Cargill.

Tout cela se traduit clairement par un renforcement du contrôle des entreprises et de la finance ; il est beaucoup plus difficile de voir comment cela permettra de mieux protéger

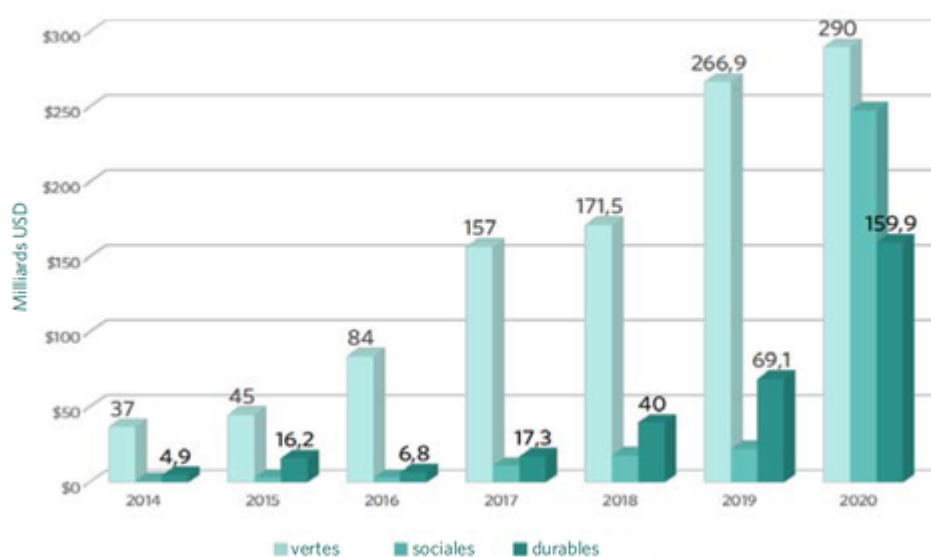
l'environnement.

Couper les flux financiers qui alimentent l'agriculture industrielle

L'investissement dans l'expansion de l'agro-industrie ne peut jamais être « vert ». S'agissant, d'agriculture, il ne semble pas non plus possible pour la grande finance d'investir dans autre chose que dans l'agro-industrie. Tous deux dépendent de la financiarisation de la nature et de la confiscation implacable du contrôle des populations sur leurs terres, leurs forêts, leurs ressources en eau et leur biodiversité. Dans le cadre de la nouvelle architecture verte de la finance mondiale, la formule reste la même : capter les dépenses et biens publics pour maximiser les profits d'un groupe restreint d'investisseurs, tout en offrant aux grandes entreprises polluantes l'accès à une nouvelle source d'argent « vert » pour leur permettre de poursuivre leurs activités comme si de rien n'était. La seule différence cette fois, c'est que la « nature » cautionne directement l'émission de dette.

Qu'il soit qualifié de « vert » ou de « socialement responsable », le mariage de la grande finance et de l'agro-industrie ne peut déboucher sur rien de bon. La souveraineté alimentaire - la seule solution viable pour la justice climatique - ne sera pas financée par Wall Street ou la City de Londres, ni construite par Cargill et Bayer. Elle ne peut être construite que lorsque les populations reprennent le contrôle de leurs terres, de leurs semences, de leurs connaissances et également de l'offre monétaire.

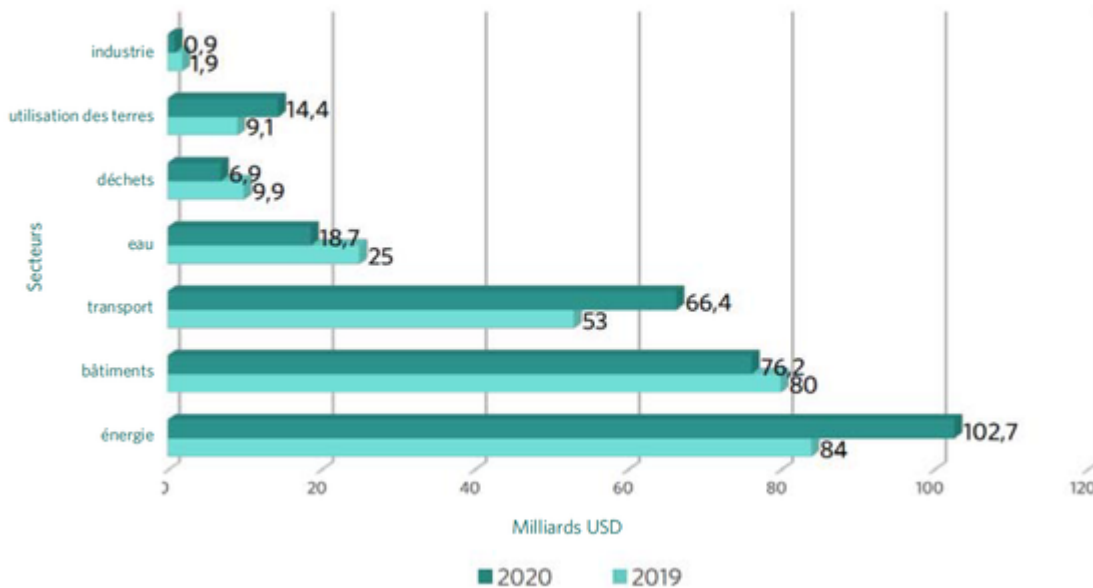
Valeur totale des obligations thématiques (vertes, sociales et durables) par an



Sour

ce: Climate Bond initiative <https://www.climatebonds.net/market/data/#use-of-proceeds-charts>

Obligations vertes par secteur 2019-2020



Sour

ce: Climate Bond initiative <https://www.climatebonds.net/market/data/#use-of-proceeds-charts>

Les initiatives de finance verte de l'agro-industrie

Sociétés et Mécanisme de financement vert

[SLC Agricola \(Brésil\)](#)

Obligation verte d'une valeur de 94 millions de dollars émise en 2020. La levée de fonds a été réalisée sous forme d'obligations vertes agro-industrielles (Certificats de créances agricoles - CRA) destinées à être affectées à des pratiques agricoles numériques et à faible émission de carbone, et à des systèmes intégrés (culture-élevage) dans ses 460 000 hectares de plantations de soja, de maïs et de coton en monoculture. L'obligation verte a été émise par les [banques Bradesco bbi, Itaú et Santander](#).

Les experts « de seconde opinion » (SPO), Resultante, ont fait apparaître dans leur rapport plusieurs passages associant SLC Agricola à des crimes environnementaux et à des accaparements de terres. Bien qu'elle ait été approuvée, l'émission de l'obligation verte a été validée avec la recommandation de ne pas affecter de fonds à ces domaines douteux.

[Amaggi](#)

Obligation durable d'une valeur de 750 millions de dollars en 2021 devant être appliquée à ses 170 000 hectares dans un éventail de projets environnementaux portant notamment sur les énergies renouvelables et l'utilisation des terres, ainsi que dans des activités socio-économiques comme la création d'emplois. L'obligation a [été coordonnée](#) par BNP Paribas, Bradesco Securities, Inc., Citigroup Global Markets, Inc., Itaú BBA USA Securities, Inc., JP Morgan Chase & Co., Rabobank et Santander Investment.

Le groupe Amaggi est le plus grand exportateur de soja du Brésil et est un acheteur majeur de soja produit par des « déforesteurs » connus tels que [SLC Agrícola](#) et [BrasilAgro](#), et n'a pas encore [accepté de date butoir pour 2020 pour le défrichement des terres dans la région du Cerrado](#).

[AgriNurture Inc.](#)

Obligation verte de 75 millions d'euros (89 millions de dollars) qui sera émise en Europe en 2021. [Le produit de l'obligation](#) sera utilisé pour diverses activités, notamment la réduction des émissions de gaz à effet de serre et l'expansion de ses activités agricoles.

[AgriNurture Inc.](#) est une société basée aux Philippines qui a reçu le soutien initial de [Black River](#), un fonds spéculatif de Cargill, et de la [Far Eastern Agricultural Investment Company](#) d'Arabie saoudite. Elle est devenue l'une des plus grandes entreprises agricoles et d'exportation agricole du pays grâce au développement de très grosses exploitations et plantations, tout dernièrement pour le maïs à [Mindanao](#).

[Olam International](#)

Olam a [obtenu](#) trois facilités d'emprunt « vert » depuis 2018 auprès de différents consortiums de banques : un prêt lié au développement durable de 500 millions de dollars en 2018, un crédit renouvelable lié au développement durable de 525 millions de dollars en 2019 et un prêt de durabilité de 525 millions de dollars en 2020 - tous devant être utilisés pour des dépenses générales, mais avec une marge d'intérêt dépendant de la capacité d'Olam à atteindre divers objectifs. En 2019, Olam a lancé le premier « prêt numérique » au monde, d'un montant de 350 millions de dollars.

Olam est une société indienne non résidente basée à Singapour. C'est l'un des plus grands négociants mondiaux de matières premières. Elle a investi massivement dans des activités agricoles et des projets d'agriculture contractuelle, en particulier en Afrique et en Amérique latine. Elle appartient partiellement au fonds souverain singapourien Temasek et au japonais Mitsubishi. Elle affirme disposer de 2,4 millions d'hectares en gestion directe, dont une concession [controversée](#) de 144 000 hectares de plantation de palmiers à huile au Gabon.

[COFCO](#)

Prêt lié au développement durable auprès de 20 banques, d'une valeur de 2,3 milliards de dollars en 2019. ING, BBVA et Rabobank ont joué le rôle de « coordinateurs durabilité ». ABN AMRO est intervenue en tant que coordinateur et agent de facilité.

Il s'agit du prêt le plus important obtenu par un négociant de produits agricoles. Le prêt est lié à un objectif général d'amélioration d'année en année de la performance ESG, évaluée par les experts de seconde opinion Sustainalytics, et à l'augmentation de la traçabilité des denrées agricoles brésiliennes. Fin 2020, la [Société financière internationale \(SFI\) de la Banque mondiale a commencé à subventionner la traçabilité](#) des fournisseurs directs de soja à Matopiba, dans la région du Cerrado (Brésil).

[Samunnati](#)

En juillet 2021, Samunnati [a émis](#) une obligation verte agricole de 4,6 millions de dollars via la plateforme de marché Symbiotics. Le produit de l'obligation doit être « entièrement affecté à l'agriculture intelligente face au climat ».

Samunnati est une institution de microcrédit indienne dédiée aux agriculteurs et à l'agro-industrie. Parmi ses investisseurs figurent le fonds de pension américain TIAA et l'International Development Finance Corporation du gouvernement américain.

[Bunge S.A](#)

Un prêt de 50 millions de dollars sur dix ans aux fournisseurs de soja du Cerrado en appui à un objectif zéro déforestation. Il s'agit d'un mécanisme financier de la Banque Santander et de The Nature Conservancy (« TNC ») qui n'est pas formellement considéré comme de la finance verte, mais qui lie l'expansion du soja à un « respect du droit environnemental » au Brésil.

La [Responsible Commodities Facility \(RCF\)](#) et la plateforme du [Soft Commodities Forum](#) rassemblent des géants du commerce agroalimentaire (ABCD, Cofco, Viterro – ex-Glencore Agriculture) et visent à émettre de nouveaux instruments d'emprunts agro-industriels « verts » pour l'expansion des plantations de soja sur les zones de pâturage.

Cargill

[Le Land Innovation Fund](#) (Fonds pour l'innovation agricole), créé avec 30 millions de dollars provenant de Cargill pour soutenir l'expansion des cultures de soja dans les zones de pâturage dégradées en Argentine et dans le Cerrado et le Grand Chaco au Paraguay. Le fonds intègre les fournisseurs dans une chaîne de traçabilité pour mesurer les émissions de carbone des sols. [La Bank of Cargill](#) utilise de plus en plus des obligations agro-industrielles pour financer les fournisseurs de soja, avec une augmentation de 30 % en 2020 des lettres de crédit agro-industriel.

L'entreprise fait partie de l'Initiative pour la finance verte brésilienne qui vise à soutenir l'émission d'[obligations vertes dans l'agriculture](#).

Cargill est peut-être le négociant de soja le plus lié à la déforestation et aux incendies dans sa chaîne d'approvisionnement. En 2019, Nestlé [a cessé](#) de s'approvisionner auprès de Cargill pour tous ses achats de soja brésilien, le négociant n'étant pas en mesure d'assurer la traçabilité du soja provenant de ses fournisseurs. En 2020, Norwegian Grieg Seafood n'a autorisé aucun fonds de son obligation verte d'une valeur de [103 millions de dollars à être utilisé pour acheter des aliments pour animaux auprès de Cargill](#) jusqu'à ce que l'entreprise ait considérablement réduit son risque de déforestation liée au soja au Brésil.

[Mafrig](#)

Une [obligation de transition durable](#) d'une valeur de 500 millions de dollars émise en 2019 via BNP Paribas, ING et Santander, pour l'achat de bétail « sans déforestation » auprès de fournisseurs directs en Amazonie.

Un [prêt lié au développement durable](#) d'une valeur de 30 millions de dollars en 2021 dans le cadre du financement vert pour aider à la transition de Mafrig vers une exigence de non-déforestation sur l'ensemble de sa chaîne d'approvisionnement.

La première « obligation de transition » émise dans le monde, après que les obligations vertes détenues par l'un des plus gros producteurs de bœuf au monde ont été refusées par les investisseurs. L'obligation a été rebaptisée pour soutenir les entreprises fortement émettrices qui ne répondent pas aux exigences des obligations vertes afin d'assainir leur chaîne d'approvisionnement. Seules deux autres obligations de transition de ce type ont été émises en 2020 en raison de leur manque de fiabilité.

[Rizoma Agro](#)

Une obligation verte d'une valeur de 5 millions de dollars émise en tant qu'obligation verte agro-industrielle (Certificats de créances agricoles) pour soutenir l'expansion de l'agriculture régénérative et biologique sur ses 1 200 hectares situés à São Paulo, au Brésil. Elle a été structurée par le cabinet de conseil financier Ecoagro.

La première obligation verte agricole certifiée émise dans le monde, selon les nouveaux principes de la CBI pour le secteur agricole. Selon un partenaire fondateur de Rizoma, Pedro Paulo Diniz, l'agriculture régénérative est en mesure de compenser « plus de 100 % des émissions humaines de carbone » et « présente souvent plus de biodiversité qu'une forêt primaire ».

Ventisqueros

Le salmoniculteur chilien Ventisqueros a [annoncé](#) fin 2020 avoir obtenu un prêt vert de 120 millions de dollars des banques Rabobank et DNB. Le montant du prêt permettra de financer l'augmentation de la production, qui passera de 40 000 tonnes actuellement à 60 000 tonnes.

En 2019, une fuite massive de saumons dans l'un des élevages de Ventisqueros à Chiloé a conduit à une plainte du Service national des pêches et de l'aquaculture (Sernapesca) auprès de la Surintendance de l'environnement et devant les tribunaux. L'entreprise a également [refusé](#) d'obtempérer suite à une condamnation du Conseil pour la transparence lui enjoignant de fournir à Oceana des données sur l'utilisation d'antibiotiques par l'entreprise en 2015, 2016 et 2017.

Mowi

Mowi a [conclu](#) une obligation verte de 165 millions de dollars en 2020, la première obligation verte émise par une entreprise de produits de la mer. Le produit de l'obligation sera utilisé pour des projets verts tels que définis par le [cadre des obligations vertes](#) de Mowi.

Mowi, basée en Norvège, est la plus grande entreprise aquacole au monde et le plus grand producteur de saumon. Elle est [bien connue](#) pour les tactiques agressives qu'elle déploie pour faire taire les critiques et pour les dommages qu'elle a causés à l'environnement, en particulier aux [stocks de saumon sauvage](#).

[Syngenta](#)

Prêt à long terme pour la restauration de zones de pâturage dégradées, via le programme Reverte de plantation de soja, mené par Syngenta en partenariat avec TNC et la banque Itaú. Bien qu'il ne s'agisse pas officiellement d'un « prêt vert », la banque Itaú a déjà réservé 86 millions de dollars pour « restaurer » 30 000 hectares dans le Cerrado avec du soja et d'autres intrants fournis par Syngenta.

Le programme Reverte annoncé par Syngenta vise à « restaurer » 1 million d'hectares d'ici 2025. En plus d'avoir recours à la finance verte pour vendre des intrants et d'avoir l'obligation d'utiliser le système de traçabilité, le groupe Syngenta a échangé des semences

contre une partie de la récolte de soja (opération de troc) et a effectué l'exportation [de la première cargaison de soja de l'entreprise du Brésil vers la Chine](#).

[FS Bioenergia](#) (coentreprise entre le groupe américain Summit Agricultural et la holding [Tapajós Participações](#) contrôlée par le groupe chinois Dakang).

Trois obligations vertes [représentant un total de 639 millions de dollars en 2020 et 2021](#), coordonnées par Morgan Stanley, pour produire de l'éthanol à partir de maïs et produire une énergie 100 % renouvelable.

Une obligation liée au développement durable, d'une valeur de 26 millions de dollars, avec le Crédit Suisse et un prêt lié au développement durable de 33 millions de dollars en 2020 avec la banque Santander, conditionné à : la réduction de son empreinte carbone, l'amélioration de la traçabilité des fournisseurs, et plus de communication et de transparence dans ses rapports annuels.

Il s'agissait de la première obligation agro-industrielle verte pour le secteur de la bioénergie, appelée Certificats de créance agricoles (CRA). L'entreprise a produit 100 % d'éthanol à partir de maïs. Le secteur de la bioénergie est, avec le secteur forestier, l'un des plus gros émetteurs d'obligations vertes et durables.

Suzano S.A.

Quatre [obligations vertes](#) depuis 2016 totalisant 1,6 milliard de dollars pour de la sylviculture industrielle destinée à la production de pâte à papier. L'offre a été coordonnée par JP Morgan, Goldman Sachs, Morgan Stanley, Bank of America, BNP, Crédit Agricole, MUFG, Santander, Rabobank, SMBC Nikko, Scotiabank et Mizuho.

Deux obligations liées au développement durable (SLB) totalisant 1,2 milliard de dollars en 2020 et une autre SLB de 1 milliard de dollars émise en juin 2021, via BNP Paribas, BofA, JP Morgan, Mizuho, Rabo Securities et Scotiabank.

[Prêt lié au développement durable](#) d'une valeur de 1,6 milliard de dollars en janvier 2021, opéré par BNP Paribas.

Aussi bien les obligations SLB que les prêts sont liés à la réduction des émissions directes et de la consommation d'eau de l'entreprise dans toutes ses opérations et achats (portées 1 et 2) et ont également un objectif « d'inclusion » visant à ce que des femmes occupent des postes de direction.

Suzano a été le premier émetteur d'obligations vertes et d'obligations liées au développement durable au Brésil et 37 % de son endettement est lié à la finance verte. Suzano SA possède plus d'un million d'hectares de plantations industrielles de pins et d'eucalyptus au Brésil et est historiquement liée [à une série de violations des droits humains](#) des communautés locales et de violations des [droits du travail de ses employés](#).

[Tropical Landscapes Financing Facility \(Mécanisme de financement des paysages tropicaux - TLFF\)](#)

Obligation durable d'une valeur de 95 millions de dollars émise en 2018 par l'initiative du Mécanisme de financement des paysages tropicaux de l'USAID (TLFF) via BNP Paribas en partenariat avec le WWF. L'obligation a été émise pour financer 88 000 hectares de

plantations d'hévéa pour PT Royal Lestari Utama (RLU), une coentreprise indonésienne entre le français Michelin et le groupe indonésien Barito Pacific.

[Premier instrument d'emprunt lié à la durabilité en Asie](#) et partie du protocole d'accord entre le PNUE et BNP Paribas qui a été signé lors du One Planet Summit à Paris en décembre 2017. L'objectif est d'atteindre 10 milliards de dollars de financements innovants et durables d'ici 2025 pour des projets qui soutiennent l'agriculture et la foresterie durables de manière à contribuer à la résolution de la crise climatique.

Notes :

[1] Claire Acher, « Brazil soy trade linked to widespread deforestation, carbon emissions », Mongabay, 3 avril 2019.

<https://news.mongabay.com/2019/04/brazil-soy-trade-linked-to-widespread-deforestation-carbon-emissions/>

[2] Ana Mano, « UPDATE 1-Brazil's Amaggi soybean producer prices \$750m green bond -CFO », Reuters, janvier 2021.

[.https://www.reuters.com/article/amaggi-bond-idUSL1N2JW2MY](https://www.reuters.com/article/amaggi-bond-idUSL1N2JW2MY) ;

<https://chainreactionresearch.com/the-chain-amaggis-new-green-bond-prompts-questions-on-deforestation-commitment/>

[3] Jenny Gonzales, « Soy King Blairo Maggi wields power over Amazon's fate, say critics », Mongabay, 13 juillet 2017.

<https://news.mongabay.com/2017/07/soy-king-blairo-maggi-wields-power-over-amazons-fate-say-critics/>

[4] Caio de Freitas Paes, « Trader Cargill, pension fund TIAA linked to land grabs in Brazil's Cerrado », 3 février 2021.

<https://news.mongabay.com/2021/02/trader-cargill-pension-fund-tiaa-linked-to-land-grabs-in-brazils-cerrado/>; Global Witness, « Razing the stakes », 6 May 2020.

<https://www.globalwitness.org/en/campaigns/forests/razing-stakes/>

[5] Consultable sur :

https://isecbrasilsiteblob.blob.core.windows.net/ri-files/EMISS%C3%95ES/ISEC/CRA/EMISSAO%2020%20SERIE%2001/RESULTANTE_SLC_Relat%C3%B3rio%20Final_CRA%20Verde_24112020_v.2.pdf.

[6] Resultante, « Second Opinion. Relatório Final », CRA verde. 24 novembre 2020. Consulté en août 2021.

https://isecbrasilsiteblob.blob.core.windows.net/ri-files/EMISS%C3%95ES/ISEC/CRA/EMISSAO%2020%20SERIE%2001/RESULTANTE_SLC_Relat%C3%B3rio%20Final_CRA%20Verde_24112020_v.2.pdf. Voir également :

https://www.slcagricola.com.br/ra2020/en/pdf/slc_ra_2020_1.pdf

[7] Pour découvrir les entreprises privées brésiliennes qui ont émis des obligations thématiques, consulter la base de données du cabinet de conseil spécialisé Sitawi (SPO) voir

<https://www.sitawi.net/noticias/sitawi-lanca-primeiro-banco-de-dados-de-titulos-verdes-no-brasil/>. Voir

aussi Climate Bond Initiative: « Agriculture sustainable finance state of the market: Brazil briefing paper 2021 ». <https://www.climatebonds.net/files/reports/cbi-brazil-agri-sotm-eng.pdf>

[8] Climate Bond Initiative (CBI), « Sustainable Debt. Global state of the market 2020 », p. 9.

https://www.climatebonds.net/files/reports/cbi_sd_sotm_2020_04d.pdf. Les données actualisées du marché des obligations vertes sont principalement basées sur les données de la CBI, seul certificateur mondial d'obligations vertes.

[9] Amundi Asset management ; Société financière internationale (IFC) Groupe de la Banque mondiale, « *Emerging Market Green Bonds Report 2020* », printemps 2021. [Emerging Market Green Bonds Report 2020](#) (ifc.org)

[10] Pour voir tous les investisseurs qui ont signé des engagements publics et participé au marché des obligations vertes, voir : <https://www.climatebonds.net/get-involved/investor-statement>

[11] Daniela Gabor, « Private finance won't decarbonise our economies - but the 'big green state' can »,

The Guardian, 4 juin 2021.

<https://www.theguardian.com/commentisfree/2021/jun/04/private-finance-decarbonise-economies-green-state>

[12] GRAIN, « Digital Fences: Financial enclosure of agricultural land in South America », 22 septembre 2020. <https://grain.org/e/6529>

[13] Le nouvel instrument financier privé, Fiagros, est basé sur la résolution n° 39/2 de la Commission brésilienne des valeurs mobilières. Outre les modifications apportées à la loi foncière (loi 13.465/17), aux instruments de crédit rural (loi 13.986/2020) et aux obligations agro-industrielles (loi 14.130/2021), le législateur a également approuvé une loi sur les paiements pour services environnementaux (14.119/2021) qui comprend des crédits carbone, des quotas de réserves environnementales et des obligations vertes.

[14] GRAIN, « Digital Fences », 2020. Voir les cas complets dans l'annexe disponible en portugais et en espagnol :

https://grain.org/system/attachments/sources/000/006/141/original/PT_zonas_de_expans-o_e_investime nto_na_Am-rica_do_Sul_PDF_18_09.pdf

[15] Voir Climate Bonds Initiative (CBI). 2020. Op. cit. p. 7. Les banques de développement ont émis 68 % du total des obligations durables, pour une valeur de 108 milliards de dollars. La Banque mondiale, à travers la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, a été le plus gros émetteur de ces obligations, pour un total de 81 milliards de dollars en 2020, triplant ainsi ses investissements par rapport à 2019. Elle apporte également une assistance technique à d'autres émetteurs, notamment dans le processus d'émission d'obligations souveraines vertes, sociales ou durables (*green, social or sustainability - GSS*) par les pays en développement, en CBI. 2020. Op.cit. p. 12

[16] Mehreen Khan. « Is Brussels green bond washing? », Financial Times, 19 octobre 2020.

<https://www.ft.com/content/38130bf9-2bcc-494e-9b71-889d517edc7a>

[17] La Chine arrive en tête de liste des plus gros émetteurs de ces obligations sociales, avec 68 milliards de dollars levés, principalement en obligations pandémiques. CBI.2020. op.cit. p. 14.

[18] Javier Lewkowicz, « Argentina pushes for a debt-for-nature swap », Diálogo Chino, 15 juin 2021.

<https://dialogochino.net/es/clima-y-energia-es/43781-argentina-apuesta-a-un-canje-verde-de-su-deuda-s oberana/>

[19] « Green bond fund of the year, Initiative of the year: Amundi and IFC's Emerging Green One », Green Finance, 2 avril 2019 :

<https://www.environmental-finance.com/content/awards/green-social-and-sustainability-bond-awards-2019/winners/green-bond-fund-of-the-year-initiative-of-the-year-amundi-and-ifcs-emerging-green-one.html>

; Rachel Fixsen, « Alecta, ERAFP among backers of \$1.4bn EM green bond fund », IPE Magazine : 19 mars 2018:

<https://www.ipe.com/alecta-erafp-among-backers-of-14bn-em-green-bond-fund/10023735.article> ; « Amundi's one-year-old green bond fund 'ahead of schedule' », Environmental Finance, 4 mars 2019 :

<https://www.environmental-finance.com/content/analysis/amundis-one-year-old-green-bond-fund-ahead-of-schedule.html>

[20] Climate Bond Initiative (CBI), 2020. op. cit. p. 11. Parmi les autres sociétés qui ont émis des obligations vertes en 2020 figurent Volkswagen (2,3 milliards de dollars), Daimler AG (1,1 milliard de dollars) et Volvo (588 millions de dollars). p. 6. Voir également Environmental Finance. Sustainable Bonds insight 2021.

<https://www.environmental-finance.com/assets/files/research/sustainable-bonds-insight-2021.pdf>

[21] Mich Battle Creek, « Kellogg Company Announces Pricing of its Inaugural Sustainability Bond », Kellogg's, 11 mai 2021.

<https://newsroom.kelloggcompany.com/2021-05-11-Kellogg-Company-Announces-Pricing-of-its-Inaugural-Sustainability-Bond>

[22] Ces intervenants extérieurs spécialisés, en tant que SPO (Second Part Opinion) ou organismes de

certification, suivent des paramètres également créés par des organismes privés spécialisés et adoptés par le marché international des obligations vertes comme l'International Capital Market Association (ICMA) – responsable de l'élaboration des principes pour les obligations vertes et les obligations sociales et des lignes directrices pour les obligations durables –, la Banque mondiale, la Société financière internationale (SFI) et la Climate Bonds Initiative (CBI).

[23] Xuan Sheng Ou Young. « Why investor appetite for sustainability-linked bonds is growing », BNP Paribas Asset Management Blog, 22 juillet 2021. <https://investors-corner.bnpparibas-am.com/investing/why-investor-appetite-for-sustainability-linked-bonds-is-growing/>

[24] APG. « Sustainability bonds: new opportunities, but avoid greenwashing », 9 juillet 2021. <https://apg.nl/en/publication/sustainability-linked-bonds-new-opportunities-but-avoid-greenwashing/>

[25] Stephen M. Liberatore, « Sustainability-linked bonds do not fit our impact framework », Nuveen, A TIAA company 2021. <https://www.nuveen.com/global/insights/income-generation/sustainability-linked-bonds-do-not-fit-our-impact-framework>

[26] Daniela Gabor, « Private finance won't decarbonise our economies – but the 'big green state' can », The Guardian, 4 juin 2021 : <https://www.theguardian.com/commentisfree/2021/jun/04/private-finance-decarbonise-economies-green-state>

[27] Pour en savoir plus sur l'AFAT et le lobby du greenwashing agroalimentaire qui fait la promotion des « solutions fondées sur la nature », voir GRAIN, « Greenwashing des entreprises : le « zéro net » et les « solutions fondées sur la nature » sont des escroqueries meurtrières, 17 mars 2021 : <https://grain.org/fr/article/6636-greenwashing-des-entreprises-le-zero-net-et-les-solutions-fondees-sur-la-nature-sont-des-escroqueries-meurtrieres>

[28] Les rapports FAO/TNC sont ici : <http://www.fao.org/land-water/overview/integrated-landscape-management/nature-based-solutions/en/>. Il n'existe pas de définition ou de critères internationaux sur « l'agriculture régénérative », mais les exemples qui figurent dans les rapports mettent en avant un mélange de pratiques traditionnelles et industrielles telles que l'agriculture sans labour, la rotation des cultures, les technologies d'agriculture de précision et l'édition génomique pour la production de biofertilisants et de micro-organismes. Pour le point de vue de l'AFAT sur ce concept, voir : « Mieux cultiver : dix transitions critiques pour transformer l'alimentation et l'utilisation des terres », 2019, en particulier « Transition critique 2. Développer une agriculture productive et régénérative », <https://www.foodandlandusecoalition.org/wp-content/uploads/2019/11/FOLU-GrowingBetter-GlobalReport-FRENCH-v1.2.pdf>. Pour le point de vue du Forum économique mondial, voir : « The Future of Nature and business », 2020.

http://www3.weforum.org/docs/WEF_The_Future_Of_Nature_And_Business_2020.pdf

[29] Voir par exemple, Corporate Accountability, Coalition mondiale des forêts, Amis de la Terre International, « La grosse arnaque : comment les grands pollueurs mettent en avant un agenda « zéro émission nette » pour retarder, tromper et nier l'action climatique », juin 2021 : https://www.corporateaccountability.org/wp-content/uploads/2021/06/La-Grosse-Arnaque_FR.pdf

[30] GRAIN, « Greenwashing des entreprises : le « zéro net » et les « solutions fondées sur la nature » sont des escroqueries meurtrières », 17 mars 2021 : <https://grain.org/fr/article/6636-greenwashing-des-entreprises-le-zero-net-et-les-solutions-fondees-sur-la-nature-sont-des-escroqueries-meurtrieres>

[31] Andrew Marshall, « Mitsubishi and AIC team up for carbon farming credits », The Land, 4 août 2021 : <https://www.theland.com.au/story/7370631/mitsubishi-buys-into-carbon-farming-with-aic-partnership/?src=rss>

[32] « Bayer lança programa no Brasil para captura de carbono na agricultura », Reuters, 27 mai 2021.

<https://www.reuters.com/article/commods-bayer-carbono-idBRKCN2D82T8-OBRBS> and « Bayer anuncia el lanzamiento de la primera fase de la iniciativa Carbono en la Argentina », Bayer, 22 juillet 2021.

<https://www.conosur.bayer.com/es/bayer-lanza-la-iniciativa-de-carbono-en-argentina>

[33] « Título verde pode injetar R\$ 700 bilhões na agricultura brasileira até 2030 », Nova Cana, 7 janvier 2021.

<https://www.novacana.com/n/industria/financeiro/titulo-verde-injetar-r-700-bilhoes-agricultura-brasileira-2030-070120>

[34] « Ecoagro and Rizoma Agro announce the world's first Green Bond Certified under the Climate Bonds Standard for Agriculture », CBI, 2 septembre 2020.

<https://www.climatebonds.net/resources/press-releases/2020/09/ecoagro-and-rizoma-agro-announce-worlds-first-green-bond-certified>

[35] À propos de la finance verte et des obligations vertes émises par l'agrobusiness au Brésil, voir : Grupo Carta de Belém. « Mapeamento das distintas iniciativas sobre recuperação econômica e retomada verde », décembre 2021. Surtout Gabriela de Oliveira Junqueira. Relatório Final. Eixo 1 e Junior Aleixo. Relatório Final, Eixo 2. Un rapport de synthèse sera publié d'ici la fin 2021.

[36] De 2000 à 2014, plus de 80 % de l'expansion du soja dans le Cerrado s'est faite dans des zones de pâturages et d'autres cultures, favorisant ainsi l'avancée de l'élevage de bétail dans la forêt amazonienne, en particulier dans le nord du Mato Grosso et le sud des États du Pará à Diana Aguiar et Maurício Torres. « Deforestation as an instrument of land grabbing: enclosures along the expansion of the agricultural frontier in Brazil », Agro é Fogo,

2021 : <https://agroefogo.org.br/a-boiada-esta-passando-desmatar-para-grilar/>

[37] Jasper Cox, « Brazil bonds make green investors look ridiculous », Global Capital, 27 août 2019 :

<https://www.globalcapital.com/article/28mtxz67sok79sit5mosg/tuesday-view/brazil-bonds-make-green-investors-look-ridiculous> ; « Brazil beef giants linked to illegal Amazon deforestation », Mongabay, 11 décembre 2020 :

<https://news.mongabay.com/2020/12/brazil-beef-giants-linked-to-illegal-amazon-deforestation/> ; et pour plus d'informations sur les émissions de gaz à effet de serre de Marfrig voir GRAIN et IATP, « Émissions impossibles : comment les grandes entreprises du secteur de la viande et des produits laitiers réchauffent la planète », juillet 2018 : <https://grain.org/e/5997>

[38] GRAIN, « Verdissement de l'accaparement des terres agricoles dans le monde », 10 mai 2021 :

<https://grain.org/e/6673>

[39] Elisabeth Jeffies, « Hard reality: Why Canada's pensions are blazing a trail in green bond issuance », Capital Monitor, 15 juillet 2021.

<https://capitalmonitor.ai/institution/asset-owners/canadas-pensions-are-world-leaders-in-green-bond-issuance/> ;

https://www.cdpq.com/sites/default/files/medias/pdf/en/CDPQ_GreenBond_Framework_SPO2021.pdf

[40] Land Innovation Fund. <https://www.landinnovation.fund/>.

La source originale de cet article est grain.org

Copyright © [Grain](https://grain.org), grain.org, 2021

Articles Par : [Grain](https://grain.org)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca